

Projet d'université polytechnique : l'opposition monte au créneau

Suite à notre article du 6 mars, un « collectif de l'UVHC » a fait son apparition et nous a envoyé un courrier, portant treize signatures pour dénoncer la « méthode très peu démocratique » de la présidence de la fac. Point. Et contrepoint.



Treize membres de la fac dénoncent une méthode « peu démocratique », ce que réfute le président. PHOTO DIDIER CRASNAUT

PAR DIANE LENGLLET
dlenget@lavoixdunord.fr

VALENCIENNES.

Y aurait-il un « malaise » à la fac autour du projet de restructuration ? C'est ce que soutient Alexandre Bonduelle, membre du conseil d'administration et ancien doyen de la faculté de droit, d'économie et de gestion de Valenciennes, dans un courrier électronique, dont les grandes lignes sont reprises dans un courrier, papier cette fois, et signé par douze de ses collègues réunis sous le nom de « Collectif UVHC ».

« Forcing » ? Tout se serait corsé lors du dernier conseil d'administration, qui s'est tenu le 28 février. Ce jour-là, le conseil devait se réunir autour de 12 points. Juste après la lecture des pouvoirs, Abdelhakim Artiba, président de l'université, a annoncé qu'il avait décidé de modifier l'un

d'eux, « comme le permet l'article 20, tiret 1, de nos statuts » : « J'ai indiqué que ce ne serait plus seulement un point d'information mais un point suivi d'un vote. Je n'ai alors eu aucune remarque et nous avons continué. Ce n'est qu'à la fin qu'un conseiller, qui n'était pas présent à

“Un groupe dubitatif et inquiet sur les fondements du projet proposé, impliquant une modification du code de l'éducation”

l'ouverture du CA, a regretté de n'avoir pas pu consulter avant son groupe... » Là où la présidence voit une simple application de ses droits et statuts, le collectif dénonce « un forcing »...

« Dubitatif et inquiet ». Rappelant que « quatre voix se sont portées contre le vote », le collectif se dit

convaincu « qu'il faille mettre en œuvre un projet ambitieux pour notre université », mais aussi « dubitatif et inquiet sur les fondements (non démontrés) du projet proposé, sur les hypothèses (nombreuses et peu probables, telles par exemple une modification du code de l'éducation) et surtout sur la méthode » qui lui « semble très peu démocratique ».

Clairement, et comme l'écrit de façon encore plus directe Alexandre Bonduelle, l'opposition reproche au président de ne pas jouer le jeu d'une concertation totale, en ne s'entourant que « de groupes de travail où n'étaient représentés que les membres de la majorité ou des personnes peu au fait des questions ». ■

Suite à notre article du 6 mars, le syndicat SELCGT a, lui aussi, pris sa plume pour mettre en avant les quatre voix obtenues contre le projet... et les 40 % de suffrages qu'il a remportés au sein de l'ISTV à la mi-février, ce qui lui octroie deux sièges à l'institut, mais toujours aucun au niveau de l'université en tant que telle.

« MENSONGES ET MALHONNÉTÉ », DIT LE PRÉSIDENT

Joint par téléphone, Abdelhakim Artiba voit en cette levée de bouclier une « lutte d'opposition » et rappelle que « tous les directeurs de composantes et tous les statuts ont été intégrés aux groupes de travail ». Il précise aussi que si, le 28 février, le vote a obtenu « quatre voix contre... pour vingt voix pour », le projet

d'une université polytechnique avait bien remporté l'unanimité le 12 juillet. « Dire que tout le monde n'est pas représenté... est un mensonge, de la malhonnêteté, s'indigne-t-il. D'autant plus que les signataires du collectif font, pour certains, partie intégrante de ces groupes de travail ! » Il conclut : « Qu'est-ce que cela signifie alors ? Quand on ne gagne pas, ce n'est pas démocratique ? »